

PRÉFET DE LA DRÔME

Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement
d'Auvergne - Rhône-Alpes

Unité inter-départementale
Drôme Ardèche

PRÉFECTURE DE LA DRÔME
Direction départementale de la protection
des populations (DDPP)
Bureau de l'environnement
33 avenue de Romans – BP96
26 904 VALENCE CEDEX 9

Subdivision 5 – risques agroalimentaire
Affaire suivie par : Boris VALLAT
Tél. : 04 75 82 46 42
Télécopie : 04 75 82 46 49
Courriel : boris.vallat@developpement-durable.gouv.fr

Valence, le

11 JUIN 2019

Ref. : 20190611-RAP-DAEN0501

DÉPARTEMENT DE LA DRÔME

CENTRE HOSPITALIER DE VALENCE
à VALENCE

Rapport de l'inspection des installations classées

Objet : Extension de la centrale de groupes électrogène

Document de référence : Porter à connaissance de 8 mai 2019

Adresse de l'établissement : 179 bld Maréchal Juin
26000 VALENCE

Activité principale : Installations de combustion

Code S3IC de l'établissement : 103.39

Priorité DREAL : P3

Pièce jointe : Projet d'arrêté préfectoral

Original : DDPP 26

Copies : inspecteur signataire, chrono sub 5

1. Présentation de l'établissement

Installations classées et régime

Le Centre Hospitalier de Valence est autorisé par l'arrêté préfectoral n°2019007-007 du 4 janvier 2019 à exploiter les rubriques suivantes :

Nature des activités	Installations concernées et volume des activités	Numéro de la rubrique	Régime
Lorsque sont consommés exclusivement, seuls ou en mélange, du gaz naturel, des gaz de pétrole liquéfiés, du biométhane, du fioul domestique, du charbon, des fiouls lourds, de la biomasse telle que définie au a ou au b (i) ou au b (iv) de la définition de biomasse, des produits connexes de scierie et des chutes du travail mécanique du bois brut relevant du b (v) de la définition de la biomasse, de la biomasse issue de déchets au sens de l'article L. 541-4-3 du code de l'environnement, ou du biogaz provenant d'installations classées sous la rubrique 2781-1, si la puissance thermique minimale est supérieure ou égale à 20 MW mais inférieure à 50 MW	Puissance totale = 20,88 MW	2910-A-1	E
Accumulateurs (ateliers de charge d'). La puissance maximale de courant continu utilisable pour cette opération étant supérieure à 50 kW	Onduleurs Puissance maximale de courant continu utilisable = 932 kW	2925	D
Produits pétroliers spécifiques et carburants de substitution : essences et naphas ; kérosènes (carburants d'aviation compris) ; gazoles (gazole diesel, gazole de chauffage domestique et mélanges de gazoles compris) ; fioul lourd ; carburants de substitution pour véhicules, utilisés aux mêmes fins et aux mêmes usages et présentant des propriétés similaires en matière d'inflammabilité et de danger pour l'environnement. La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations y compris dans les cavités souterraines étant, pour les autres stockages, supérieure ou égale à 50 t au total, mais inférieure à 100 t d'essence et inférieure à 500 t au total	21 t de kérosène 25 + 168 t de fioul domestique quantité totale susceptible d'être présente dans les installations = 214 t	4734-2-c)	DC
Oxygène (numéro CAS 7782-44-7). La quantité susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 2 t mais inférieure à 200 t	quantité susceptible d'être présente = 18,04 t	4725	D
Gaz à effet de serre fluorés visés à l'annexe I du règlement (UE) n°517/2014 relatif aux gaz à effet de serre fluorés et abrogeant le règlement (CE) n° 842/2006 ou substances qui appauvrissent la couche d'ozone visées par le règlement (CE) n° 1005/2009 Emploi dans des équipements clos en exploitation. a) Équipements frigorifiques ou climatiques (y compris pompe à chaleur) de capacité unitaire supérieure à 2 kg, la quantité cumulée de fluide susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 300 kg	Quantité cumulée de fluide susceptible d'être présente = 1540 kg	4802-2-a) avec le bénéfice de l'antériorité	DC

2. Objet du présent rapport

2.1 Le projet

Le centre hospitalier prévoit la construction d'un nouveau plateau technique qui doit débiter en 2020. Il prévoit également de créer des installations de production de froid dans les bâtiments qui en

sont dépourvus. Ces projets vont fortement augmenter la demande en puissance électrique du site (de 3,4 MW maximum observé de mars 2017 à mars 2018 à 4,9 MW estimé).

La centrale de groupes électrogènes existante, composée de 2 groupes de 1600 kVA unitaires, ne permet pas de secourir le site sans délestage. Lors de l'indisponibilité d'un groupe, la puissance n'est plus suffisante pour assurer le secours des installations prioritaires.

Le centre hospitalier a donc décidé de faire construire une nouvelle centrale, composée de 3 groupes électrogènes de 1600 kVA unitaire, qui associée à la centrale existante, permettra de secourir tout le site, y compris à n-1 groupes. En cas de perte de la nouvelle demi-centrale (cas le plus défavorable), les deux groupes de l'ancienne demi-centrale seront suffisants pour reprendre les installations prioritaires après délestage.

Cette nouvelle centrale va également nécessiter la fourniture et l'installation d'une seconde citerne fioul aérienne de 45 000 l à proximité de la citerne existante.

Notons que le temps de fonctionnement global des groupes électrogène sera de moins de 500 h par an, pour la totalité des modes de fonctionnement : mode secours, essais périodiques, maintenance, pour faire de l'effacement.

Ces nouvelles installations seront réalisées à l'intérieur du site actuel. Il n'y a pas d'extension géographique de l'ICPE.

2.2 contexte réglementaire

Compte tenu du projet mentionné précédemment, l'exploitant doit se conformer à l'article R181-46-II du code de l'environnement qui stipule que : « Toute autre modification notable apportée aux activités, installations, ouvrages et travaux autorisés, à leurs modalités d'exploitation ou de mise en œuvre ainsi qu'aux autres équipements, installations et activités mentionnés au dernier alinéa de l'article L181-1 inclus dans l'autorisation doit être portée à la connaissance du préfet, avant sa réalisation, par le bénéficiaire de l'autorisation avec tous les éléments d'appréciation. »

Ainsi, le centre hospitalier de Valence a transmis à monsieur le préfet de la Drôme, le 21 mai 2019, un dossier de porter à connaissance comportant :

- une présentation du site ;
- une présentation du projet et sa motivation ;
- les impacts du projet sur l'environnement, la santé et les risques.

2.3 Objet du présent rapport

L'objet du présent rapport est de se prononcer sur le caractère substantiel des modifications sollicitées et d'adapter si nécessaire l'autorisation environnementale en proposant à monsieur le préfet des prescriptions complémentaires.

3. Examen de la demande

3.1 Règles applicables

Elles sont dictées par le code de l'environnement à l'article R.181-46 :

Pour les établissements déjà autorisés, est regardée comme substantielle, la modification apportée à des activités, installations, ouvrages et travaux qui :

- constitue une extension devant faire l'objet d'une nouvelle évaluation environnementale : c'est-à-dire faisant entrer l'établissement dans les seuils IED / SEVESO ou les extensions qui atteignent en elles-mêmes le seuil IED ;
- ou atteint des seuils quantitatifs et des critères fixés par l'arrêté ministériel du 5 décembre 2009 permettant de considérer la modification comme substantielle ;
- ou est de nature à entraîner des dangers et inconvénients significatifs pour les intérêts mentionnés à l'article L.181-3 (cas par cas)

3.2 Examen de la substantialité au regard de la situation administrative

Le tableau de classement du site intégrant le projet de modification du site est le suivant :

Nature des activités	Installations concernées et volume des activités	Numéro de la rubrique	Régime
Lorsque sont consommés exclusivement, seuls ou en mélange, du gaz naturel, des gaz de pétrole liquéfiés, du biométhane, du fioul domestique, du charbon, des fiouls lourds, de la biomasse telle que définie au a ou au b (i) ou au b (iv) de la définition de biomasse, des produits connexes de scierie et des chutes du travail mécanique du bois brut relevant du b (v) de la définition de la biomasse, de la biomasse issue de déchets au sens de l'article L. 541-4-3 du code de l'environnement, ou du biogaz provenant d'installations classées sous la rubrique 2781-1, si la puissance thermique minimale est supérieure ou égale à 20 MW mais inférieure à 50 MW	<p>Situation actuelle Puissance totale = 20,88 MW (Pchaudière : 15,08 MW ; P2GE actuels : 5,8 MW)</p> <p>Situation future Puissance totale 20,88 + 8,7 = 29,6 MW (Pchaudière : 15,08 MW ; P5GE actuels : 14,5 MW)</p>	2910-A-1	E
Accumulateurs (ateliers de charge d'). La puissance maximale de courant continu utilisable pour cette opération étant supérieure à 50 kW	<p>Onduleurs</p> <p>Puissance maximale de courant continu utilisable = 932 kW</p>	2925	D
Produits pétroliers spécifiques et carburants de substitution : essences et naphthas ; kérosènes (carburants d'aviation compris) ; gazoles (gazole diesel, gazole de chauffage domestique et mélanges de gazoles compris) ; fioul lourd ; carburants de substitution pour véhicules, utilisés aux mêmes fins et aux mêmes usages et présentant des propriétés similaires en matière d'inflammabilité et de danger pour l'environnement. La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations y compris dans les cavités souterraines étant, pour les autres stockages, supérieure ou égale à 50 t au total, mais inférieure à 100 t d'essence et inférieure à 500 t au total	<p>Situation actuelle 21 t de kérosène 25 t + 168 t de fioul domestique Quantité totale susceptible d'être présente dans les installations = 214 t</p> <p>Situation future 21 t de kérosène 25 t + 38 t + 168 t de fioul domestique Quantité totale susceptible d'être présente dans les installations = 252 t</p>	4734-2-c)	DC
Oxygène (numéro CAS 7782-44-7). La quantité susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 2 t mais inférieure à 200 t	quantité susceptible d'être présente = 18,04 t	4725	D
Gaz à effet de serre fluorés visés à l'annexe I du règlement (UE) n°517/2014 relatif aux gaz à effet de serre fluorés et abrogeant le règlement (CE) n° 842/2006 ou substances qui appauvrissent la couche d'ozone visées par le règlement (CE) n° 1005/2009 Emploi dans des équipements clos en exploitation. a) Équipements frigorifiques ou climatiques (y compris pompe à chaleur) de capacité unitaire supérieure à 2 kg, la quantité cumulée de fluide susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 300 kg	Quantité cumulée de fluide susceptible d'être présente = 1540 kg	4802-2-a) avec le bénéfice de l'antériorité	DC

Sur la situation administrative du site, le projet a pour conséquence :

- une augmentation d'activité de la rubrique combustion 2910 d'une puissance de 8,7 MW sans que la puissance totale installée ne dépasse les 50 MW seuil de l'IED. La rubrique 2910 reste à enregistrement.
- Une augmentation de 38 tonnes de la quantité de fioul stockées sur le site au titre de la rubrique 4734 sans toutefois engendrer un dépassement de seuil (DC).

Les volumes des autres rubriques restent inchangés.

- *La demande ne fait pas entrer l'établissement dans les seuils IED / SEVESO. Du point de vue de la situation administrative du site, la demande n'est pas substantielle.*

3.3 Examen de la substantialité au regard de l'arrêté ministériel du 15 décembre 2009

Les activités du site ne sont pas concernées par les seuils visés par l'arrêté ministériel du 15 décembre 2009.

- *Au regard de l'arrêté ministériel du 15 décembre 2009, la demande n'est pas substantielle.*

3.3 Examen de la substantialité au regard des dangers et inconvénients significatifs pour les intérêts mentionnés à l'article L.181-3 (cas par cas)

Rejet atmosphérique

L'arrêté préfectoral d'autorisation ainsi que l'arrêté ministériel du 8 août 2018 réglementant les installations de combustion prévoit que les valeurs limites d'émission ne s'appliquent pas aux appareils destinés aux situations d'urgence.

L'exploitant s'engage donc à les faire fonctionner moins de 500 heures par an et à établir un relevé annuel des heures d'exploitation.

D'après les données constructeurs, et selon le mode de fonctionnement envisagé :

- 50% de la charge, 80 à 90% du temps
- 75% de la charge, 20 à 10% du temps

les rejets en NOx pour la nouvelle centrale seront de l'ordre de 50 kg/h.

Bruit

Les groupes électrogènes sont des sources importantes de nuisances sonores. Toutefois, ceux-ci seront utilisés exclusivement :

- en mode remplacement (ou secours) afin de garantir l'alimentation du site en électricité en cas de coupure de l'alimentation du réseau
- en mode d'effacement à la demande de RTE (lors des périodes de forte demande au niveau national)

Afin de prévenir l'émergence de nouvelles nuisances sonores, il est prévu d'installer les groupes électrogènes à l'intérieur de bâtiment fermé par des portes isophoniques. Des pièges à son et des silencieux équiperont chaque groupe électrogène.

Impacts divers

Les impacts sur l'eau, les déchets, le trafic, les gaz à effet de serre, les effets sur la santé sont détaillés et sont négligeables.

Risques industriels

Le projet envisagé n'apporte pas de nouveaux risques en revanche la simulation d'un incendie du parc de fioul laisse apparaître des rayons de danger sortant touchant 15 places de parking du centre de formation du crédit agricole ainsi qu'une portion de jardin de près de 35 m² situé au nord du site chez un particulier.

Le phénomène de danger retenu et sa gravité figurent dans le tableau suivant :

Phénomène dangereux	SELS	SEL	SEI	Gravité
INC PARC Fioul Epanchage suivi de l'incendie du parc de fioul	36	54	77	Importante

La gravité de ce phénomène dangereux a été évalué conformément à la fiche 1 de la circulaire du 10 mai 2010. Sa probabilité d'occurrence a été évaluée à D.

Gravité/Probabilité	E	D	C	B	A
Désastreuse					
Catastrophique					
Importante		INC PARC Fioul			
Sérieuse					
Modérée					

Le phénomène dangereux se situe à un niveau de risque acceptable selon la circulaire du 10 mai 2010.

4. Propositions de l'inspection des installations classées

Au vu de l'examen qui précède, l'inspection juge que cette demande n'est pas substantielle et ne nécessite pas le dépôt d'une demande d'autorisation environnementale. De plus, elle émet un avis favorable à la demande de l'exploitant au motif que :

- le niveau de risque généré par l'établissement est acceptable ;
- l'impact environnemental du projet est faible dans la mesure où ces installations ne fonctionneront que très peu de temps en cours d'une année (<500h) ;

Aussi, nous proposons à monsieur le préfet de la Drôme d'adapter l'autorisation environnementale dans ce sens en application de l'article R181-45 du code de l'environnement. Un projet d'arrêté est joint au présent rapport. Celui-modifiera la situation administrative de l'arrêté. Les autres prescriptions ne sont pas modifiées. Elles sont suffisantes pour sauvegarder les intérêts du L.511-1 du code de l'environnement. Une consultation du CODERST n'est pas nécessaire.

L'inspecteur de l'environnement


BORIS VALLAT

Vérifié, adopté et transmis,
à monsieur le préfet de la Drôme
Valence, le 11 juin 2014
Pour la directrice,
Le chef de l'unité inter-départementale Drôme Ardèche